

La Situation en U. R. S. S.

Interview de Victor SERGE

I. — *L'existence de couches privilégiées en U.R.S.S. a été mise en évidence par un certain nombre de témoignages objectifs. Quelle est, avons-nous demandé à notre camarade, l'origine et la composition sociale de ces couches? Quelle est approximativement leur importance numérique par rapport à la masse? Quelle est la nature de leurs privilèges et la forme de leur exploitation? Sont-elles solidaires ou existe-t-il entre elles des inégalités, des rivalités d'intérêt?*

Je constate, nous répond Victor Serge, que tout le drame actuel de l'U.R.S.S. s'explique par la formation d'une couche privilégiée dont la mentalité est en contradiction avec l'idéologie socialiste officielle. Elle se compose, en premier lieu, de parvenus de la révolution, c'est-à-dire de déshérités de l'ancien régime. Ils sont arrivés par la force du poignet, souvent grâce à leur héroïsme. Ils ont été sélectionnés par la guerre civile et quinze années de crises sociales, ce qui les rend implacables dans la lutte.

A ces dirigeants politiques, il faut ajouter les profiteurs du régime. Ceux-ci se recrutent dans la petite et même dans la grande bourgeoisie d'ancien régime, parmi ceux que leurs connaissances techniques, leur instruction rendent aptes à devenir des spécialistes, des administrateurs.

En confrontant mes calculs avec ceux de Trotsky, j'ai pu évaluer la couche privilégiée à 15 % environ de la population, familles comprises. Elle se compose des cadres politiques, des cadres de l'armée, de la marine et de la police, des administrateurs et spécialistes de l'industrie, des intellectuels, savants, artistes et littérateurs, enfin des dirigeants des kolkhoses et des ouvriers stakhanoviens. Ces deux dernières catégories sont moins favorisées que les précédentes. Ces couches consomment la plus grande partie des revenus de la nation. (Il ne faut pas oublier que la plus grande part du budget de l'Union est consacrée au développement de l'industrie et au militarisme.) Elles ont droit à la bonne alimentation, au bon logement, à la culture, au bien-être. Le privilège n'exclut pas nécessairement la pauvreté, étant donné la misère ambiante. Il consistera à posséder une chambre individuelle au lieu d'une chambre par famille, à avoir de bonnes bottes, un complet de rechange, à manger de la viande quatre fois par semaine au lieu d'une. C'est aux privilèges de cette sorte que l'homme est d'ailleurs le plus sensible. Je n'ai jamais connu de plus grand luxe, étant en prison, que la possession d'un morceau de savon. Les catégories privilégiées sont solidaires, car elles sont environnées d'une immense misère, ceci en dépit de divergences d'intérêts.

II. — *Dans quelle mesure les couches privilégiées s'identifient-elles avec le Parti? Entre quelles mains se trouve effectivement le pouvoir économique? Y a-t-il un conflit latent entre celui-ci et le pouvoir politique? En d'autres termes, que représente ce pouvoir politique, et sur quelles forces s'appuie-t-il.*

Il existe un antagonisme entre les dirigeants politiques (Parti, police, armée) et les serviteurs du régime (cadres de l'industrie et

de l'agriculture, vie intellectuelle). On ordonne à ces derniers de travailler et de produire dans des conditions intenablement matériellement et moralement. Ces conditions sont peut-être moins dangereuses, mais plus pénibles et humiliantes pour l'intellectuel, qui doit renoncer à la liberté de penser. Signifions en passant la disparition d'écrivains de tout premier plan : B. Pilniak, Tarassov-Rodionov, Galina Serebriakova. Cette dernière, auteur d'un ouvrage très remarquable sur les Femmes de la Révolution française, aurait été fusillée.

Le Parti est le grand dispensateur de tout. Il nomme les directeurs, fait le succès des savants et des artistes, attribue à l'ouvrier un emploi plus ou moins agréable et rémunérateur. Il tient l'homme par la terreur comme par l'espoir d'un plus grand bien-être. Le Comité central du Parti détient le pouvoir économique. Il se distingue par le culte de l'incompétence, car il cherche, pour les nommer aux postes de responsabilité, des hommes politiquement, et non techniquement, sûrs. Des directives économiques inapplicables sont imposées à des techniciens terrorisés. Dans un régime totalitaire, où nulle critique n'est possible de la part des producteurs, la production devient difficile. Le despotisme annihile les avantages du Plan par rapport à l'anarchie économique. Lorsqu'à des décrets inapplicables correspondent des rapports mensongers, le Plan n'est plus qu'une fiction. Notons que ce conflit entre l'appareil de production et l'appareil politique est spontané, non voulu.

Le pouvoir politique s'appuie à la fois sur la répression policière et la contrainte économique (travail plus ou moins rémunéré). Que l'on fasse preuve d'une ombre de « mauvais esprit » et l'on vous fait aussitôt la vie dure. Le régime s'appuie sur le bourrage de crânes et aussi sur l'activité consentie de la jeune génération (de 18 à 25 ans). Celle-ci possède un trop-plein d'enthousiasme, une bonne volonté qu'ont su utiliser tous les régimes totalitaires. C'est le seul élément social qui prête au régime un concours bénévole.

III. — *Les inégalités sociales se sont-elles développées au point de rendre impossible, en partant des bases actuelles, l'établissement d'un véritable régime collectiviste? Ou bien un redressement peut-il être encore effectué? Quelles sont les conditions d'un tel redressement?*

Il est évident que le développement actuel de l'U.R.S.S. se fait dans une direction opposée au socialisme. Ceci est surtout vrai dans le domaine des mœurs : concurrence acharnée, darwinisme féroce. Mais les bases économiques de la Révolution d'octobre subsistent. La propriété est collective. (Dans les campagnes, cependant, on se trouve en présence d'une économie mixte, où la propriété privée a été partiellement rétablie, mais où subsiste l'exploitation collective des grandes cultures. Il arrive même très souvent que la petite entreprise prospère et que l'entreprise collective périclète. La base technique et d'organisation qui donnera une solution satisfaisante aux problèmes agricoles demeure encore à trouver.)

La propriété collective domine, et, par suite, les privilégiés se trouvent dans une situation fautive. Le mécanisme de l'exploitation, si bien camouflé dans la société capitaliste, est mis à nu devant les masses, même ignorantes. C'est ce qui explique le recours à la terreur.

La condition première d'un redressement, c'est la reconstitution du prolétariat russe, usé par la révolution. Par exemple, sur 20.000 ouvriers d'une usine d'électricité de Moscou, 17.000 sont des paysans d'hier. Il leur faut plusieurs années pour acquérir une mentalité ouvrière. Lorsqu'ils auront acquis un esprit de classe, ils exigeront davantage de bien-être et de liberté. La panique de Staline montre, d'ailleurs, qu'il redoute l'activité nouvelle des masses.

La seconde condition, c'est le relèvement du mouvement ouvrier dans le reste du monde. La défaite du Front populaire en Espagne, due en grande partie à l'action à la fois conservatrice et désagrégeante du stalinisme, renforcerait, par contre-coup, la bureaucratie russe. (On sait que depuis trois mois environ l'U.R.S.S. a à peu près complètement cessé le soutien qu'elle prêtait à la République espagnole.)

IV. — *Quels sont, demandons-nous enfin, les devoirs du prolétariat mondial envers les travailleurs de l'Union soviétique?*

Cette question, nous dit Victor Serge, est trop vaste pour que j'y réponde au cours de cet entretien. Je vous dirai cependant ceci : la destruction physique par Staline de toute la génération qui a fait la révolution constitue un immense danger intérieur et, dans le monde ouvrier, un effroyable facteur de démoralisation. Pour remplacer les cadres socialistes de l'Etat, il sera nécessaire de faire appel à des jeunes, qui n'ont ni la compétence, ni l'esprit socialiste nécessaires. Le prix de la vie humaine est tombé très bas. Il en est de même du sentiment de la dignité, du souci de la vérité. Or, ce sont valeurs humaines, appartenant au monde civilisé tout entier. Une intervention morale est donc nécessaire de la part des socialistes d'occident. Il faut entretenir un mouvement de protestation constante, dont les dirigeants de l'U.R.S.S. soient obligés de tenir compte, ne fût-ce que dans l'intérêt de leur propagande à l'étranger.

Malheureusement, cette intervention morale risque d'être aujourd'hui beaucoup moins efficace qu'elle n'aurait pu l'être. Personne n'ose mettre Staline au courant des réactions véritables de l'étranger. L'ambassadeur soviétique à Londres, par exemple, ne se permettrait pas de signaler l'indignation soulevée en Angleterre par le dernier procès. Les gens de l'Humanité ou des Ivestia, à Paris, mentent sur commande. Il est certain qu'une grande responsabilité morale pèse sur des hommes comme Malraux, J.-R. Bloch, Romain Rolland. N'auraient-ils pas dû, dès l'affaire Kirov, et dans l'intérêt même de la propagande soviétique, donner un avertissement qui avait alors quelque chance d'être entendu? Mais si l'intervention morale est devenue plus difficile, car nous sommes devant

trop d'irréparable, elle demeure plus que jamais nécessaire, et nous devons persévérer.

Un mot encore sur la baisse du prix de la vie humaine due aux crimes de Staline. Ne devons-nous pas revenir sans cesse sur le cas Thaelmann? Voici cinq ans que le chef du P.C. d'Allemagne est emprisonné au III^e Reich et que sa vie est sans cesse menacée, parce qu'il incarne une des formes de la pensée et de l'action de la classe ouvrière. Nous devons tous défendre Thaelmann, le mettre sous la protection de ce qui reste d'une opinion civilisée... Mais son secrétaire Werner Hirsch a été fusillé sans jugement à Moscou, comme le communiste allemand Kippenberger, comme peut-être Remmele, Eberlein, Heinz Neuman (sur le sort desquels on ne sait rien de précis, depuis leur emprisonnement). Mais la plupart des vieux militants de l'Internationale communiste fixés à Moscou ont disparu dans les prisons de Staline. Voyons combien, dès lors, il nous devient difficile de poser la question Thaelmann! Je conclus que les organisateurs des procès de Moscou ont fait bon marché de la vie des révolutionnaires dans tous les pays de dictature.

Ch. VINCENT.

N. B. — On lira avec profit *Destin d'une Révolution*, de Victor Serge (Grasset, éd.), ainsi que

LE PROLETARIAT AMERICAIN

◆ se prépare à la lutte ◆ contre la guerre impérialiste

Grâce au CIO (1) et au nouvel esprit d'offensive dans les syndicats, la classe ouvrière américaine se développe rapidement et s'achemine vers une indépendance de classe de plus en plus marquée, qui, à son tour, jette les bases de l'idéologie socialiste parmi les masses du pays. La lutte contre la guerre impérialiste est un des premiers pas vers le socialisme. Les syndicats et la masse ouvrière américaine doivent montrer le chemin au prolétariat du monde vers l'organisation d'un mouvement de masse déterminé antiguerre et antiimpérialiste, faisant contraste avec l'humiliante acceptation du réarmement par les syndicats britanniques, la Social Démocratie et l'Internationale communiste.

Les Etats-Unis se préparent à faire la guerre bientôt. En suivant la tradition Wilson, suivant laquelle la guerre pour sauver la démocratie a établi le domaine mondial de Wall Street, le président Roosevelt cherche à mobiliser les travailleurs et les fermiers américains autour des mots d'ordre de « sécurité collective des démocraties contre les agresseurs fascistes » et indirectement de « la défense de l'Union soviétique ». Le front national se forme, depuis Alf. M. Landon, candidat présidentiel réactionnaire républicain des trusts en 1936, jusqu'à Earl Browder du Parti communiste. (Ce dernier, en 1936, a dénoncé Landon comme fasciste.)

À l'autre pôle, les millions d'hommes du peuple américain ne veulent pas de guerre, et le mouvement ouvrier est devenu le centre des agitations et des manifestations contre la politique du président. Il y a là un double procès : d'un côté les organisations ouvrières se dressent hostiles et indépendantes contre l'idée de guerre, et de l'autre le prolétariat prend la direction d'un mouvement populaire multi-

son introduction aux *Documents sur les Syndicats soviétiques* (Tisné, éd.), et ses articles sur le troisième procès de Moscou dans la *Révolution Proletarienne*.

Mauvres Krestinski! On trouve, dans ses dernières paroles, celle-ci :

« Mon attitude, citoyen juge, n'est pas en contradiction avec celle que j'eus le premier jour du procès. Je reconnais que mon refus de m'avouer coupable constituait objectivement une action contre-révolutionnaire. Mais, de mon point de vue subjectif, ce n'était point une manifestation d'hostilité. Au cours des dernières audiences, j'ai tout le temps été sous la pénible impression des faits terrifiants que j'ai appris par l'acte d'accusation et surtout de sa seconde partie... »

Il faudrait mettre ici un « sic » énorme. Krestinski se reconnaît coupable de faits qu'il a connus par l'acte d'accusation! Il maintient que sa protestation d'innocence absolue a été sincère! Mais il la regrette parce qu'elle constituait « objectivement », c'est-à-dire indépendamment de sa volonté, un acte contre-révolutionnaire! Et cet acte contre-révolutionnaire, il l'avoue! Tout le désarroi du sacrifice par le mensonge, consenti par le dévouement et la faiblesse, s'étale ici, telle à nu que l'on s'étonne de voir les faussaires laisser passer ces lignes dans le compte rendu officiel. J'avais bien raison de dire que les chefs d'accusation les plus monstrueux ne reposent, en définitive, que sur un truc verbal : « l'objectivité » et le « subjectivité », lamentable dialectique d'inquisiteurs sans scrupules.

le slogan « sécurité collective ». Quand le mouvement passe à un degré de développement plus avancé, il devient d'une composition complètement ouvrière. Telle la série de résolutions attaquant la politique de guerre du gouvernement, refusant toute confiance au président, se déclarant pour le programme des six points, en totalité ou en partie. Les trois grands syndicats du CIO, représentant les industries bases et plus de 1.500.000 travailleurs (et nécessaires à la guerre), le SWOC (acier), l'UAW (auto) et l'UMW (mineurs) se déclarent fortement contre la guerre (car toute guerre où participent les Etats-Unis ne peut qu'être guerre impérialiste. Les ouvriers de l'auto, syndicat nouveau, des plus progressifs, responsables des grandes « grèves d'occupation » (3), se sont mis à l'avant-garde de la lutte antiimpérialiste; ils ont pris l'initiative, en établissant des comités régionaux antiguerre, d'entraîner les autres syndicats et les masses du peuple à la lutte active. C'est d'ailleurs surtout des rangs du CIO que sort l'action antiguerre. En contraste, l'AFL (4) se retire sur la vieille position déshonorée de Gompers (président 1886-1924), support de la bourgeoisie impérialiste, pour l'abrogation de toutes les conventions collectives en temps de guerre.

C'est de la fusion des deux mouvements, le comité d'individus et les masses syndicales, sous l'hégémonie du prolétariat, que se développera le vrai mouvement antiguerre et anti-impérialiste américain.

La politique des Staliniens

Le Parti communiste n'a qu'un but : mobiliser le mouvement ouvrier pour la guerre. Il suit toujours la même ligne opportuniste, basée sur la situation russe, et la politique étrangère de l'U.R.S.S., d'une irresponsabilité extrême et sans considération pour les problèmes du mouvement prolétarien américain. Le P.C. est donc devenu la force la plus chauvine, la plus provocatrice du pays, et se montre plus impatient que la grande bourgeoisie elle-même. Cette politique a quatre résultats : 1. Un appel éhonté aux impérialistes américains pour la protection de leurs intérêts chinois et l'attaque du Japon (*New Masses*, 14 sept. 1937). 2. L'union sacrée; leur politique se limitant à celle de Roosevelt qui demandera une dictature totalitaire en temps de guerre. 3. Aider à établir cette dictature, en dénonçant toute agitation antiguerre et pour la démocratie comme fasciste et d'inspiration japonaise. 4. Et finalement, la promesse de combattre toute « révolte impatiente » contre le capitalisme. (*Daily Worker*, 20 sept. 1937.)

Les tâches des révolutionnaires

D'abord en réalistes, les socialistes marxistes doivent aider, développer et construire le mouvement de masse antiguerre (le programme des six points.) C'est seulement de cette façon qu'il est possible d'atteindre la vaste foule ouvrière américaine, pour l'entraîner et l'éclairer dans la lutte de classe la plus acharnée. Deuxième principe : pas d'union sacrée et la lutte contre « notre » impérialisme et « notre » capitalisme d'abord. On ne peut aider le peuple soviétique en établissant le fascisme aux Etats-Unis. Et dernièrement : toujours enseigner au mouvement syndical et au « Labour Party » que la lutte contre la guerre ne se sépare pas de la lutte pour le socialisme. La guerre ne peut être abolie que par l'abolition du capitalisme par la classe ouvrière!

Anne LAURIER.

- (1) Comité d'organisation industrielle.
- (2) « Keep America out of war Committee ».
- (3) En anglais : Sit down strike.
- (4) Fédération américaine de travail.